

ST12 : Ne pas) consentir ?

Conformismes contestataires et institutions de la critique

Sahar Aurore SAEIDNIA

Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS) – EHESS, Paris

s.saeidnia@gmail.com

Contester au nom de Dieu –Etre *mo'tamed* pour agir dans la cité

L'analyse de l'expérience du politique en contexte autoritaire a longtemps considéré les acteurs comme apathiques et dociles, ayant intégré et adhéré à l'idéologie des dominants. De nombreux travaux (les sub-alternistes, anti-développementalistes, etc.) ont critiqué les dimensions atemporelle et ahistorique de cette approche qui nie le caractère processuel des relations de pouvoir, mais surtout la dimension conflictuelle, matérielle et concrète des relations de domination et de résistance. Pour ce faire, ces analyses ont renversé le postulat qui considère que conformisme et docilité sont synonymes et ont souligné la capacité d'action et de résistance des acteurs. L'ensemble de ces travaux tend néanmoins à appréhender les relations sociales au prisme du couple dominant/ dominé, contrôle/ résistance, etc. négligeant les pratiques et discours qui se situent à la frontière, au croisement, de ces notions.

A partir de l'analyse de l'expérience du politique des conseillers de quartier de Téhéran, cette communication propose d'exposer la complexe articulation de ces notions lorsqu'elles *s'incarnent* dans des discours et des pratiques. Elus au suffrage universel tous les quatre ans par les habitants des 374 quartiers, ces acteurs au statut consultatif participent au développement urbain de la capitale. Les conseils de quartier de Téhéran ne peuvent être étudiés uniquement au prisme de leur position de subalterne. D'une part, certains font partie d'une certaine élite locale de part les ressources, diplômes, réseaux qu'ils ont à leur disposition. D'autre part, les pratiques et discours qui se différencient du texte public (Scott 2008) ne s'inscrivent pas nécessairement dans un processus de résistance à la domination. De plus, la position de dominé n'est pas figée, elle évolue et ne peut être toujours clairement définie selon les situations et les contextes historiques et sociaux (Galp 1995). Enfin, au-delà des formes de résistance consubstantielles aux relations de domination – qui ne visent pas nécessairement le renversement de la relation de pouvoir, il est nécessaire de prendre en compte les pratiques qui visent la continuité et la reproduction sociale - à partir desquelles se construit notamment une critique de ces relations de domination.

Cette communication décrira ce qui relève du discours public et les usages qu'en font les acteurs afin d'identifier et de comprendre les normes, l'ethos et les cadres de déférence véhiculés par le texte public, comme par exemple la figure du bon citoyen de la République Islamique (religiosité, engagement révolutionnaire, comportements sociaux et vestimentaires spécifiques). Il s'agira de montrer comment la critique se construit dans ces discours et pratiques conformes aux normes de la république iranienne. Par exemple, commencer sa prise de parole par une prière ou remercier le prophète à chaque prise de décision ne signifie pas que les conseillers ne cherchent pas à remettre en cause les relations de pouvoir dans lesquelles ils sont insérés. Ces remises en question, ces subversions, ces tactiques (De Certeau, 1990) s'appuient au contraire sur les discours de légitimation de la domination présent dans le texte public. Ainsi, le culte des martyrs, qui fait partie de l'idéologie révolutionnaire et chiite du régime, permet lorsque celui-ci prend la forme d'un dissident, d'un contestataire ou d'un symbole de l'oppression policière du régime de contester les

relations de pouvoir en évitant une résistance politique directe. De la même manière, les fêtes religieuses ou les événements du calendrier révolutionnaire iranien sont des moments où la célébration du Guide ou les lamentations sur la mort d'Ali (gendre du prophète), peuvent s'accompagner de discours et plaintes sur la situation économique et sociale du pays. De manière générale, les pratiques des conseils de quartier s'inscrivent clairement dans le cadre de déférence de la république iranienne.

Ainsi, au-delà de la simple opposition émancipation/ soumission, il s'agit de montrer *comment*, dans une situation donnée, les conseillers agissent ; demandent, exigent, argumentent ou se mobilisent pour accéder à des ressources et des droits ; se présentent comme des acteurs légitimes à l'échelle du quartier pour agir sur leur territoire et remettre en cause la distribution des places et des fonctions (Rancière, 2004); soit *comment* ils prennent part à la vie publique et redéfinissent par leurs pratiques les règles du jeu. Si l'expérience des conseils de quartier représente une entrée pour comprendre la complexité de la situation iranienne, elle invite également à renouveler la réflexion sur ces notions classiques en sciences sociales de domination, résistance, autonomie, action et plus largement sur le politique. Cette communication se base essentiellement sur des données issues d'un travail d'observation, de recueil d'archives ainsi que d'entretiens semi-directifs avec des conseillers de quartier et municipaux, des citoyens, des chercheurs, des acteurs du champ religieux, menés depuis 2007 dans différents quartiers de Téhéran.

Bibliographie :

Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

Susan Gal, « Language and the "Arts of Resistance" », *Cultural Anthropology*, Vol. 10, No. 3, 1995, pp.407-424.

Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 2004.

James C. Scott, *La domination et les arts de résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Editions Amsterdam, 2008.